

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19664 - 76ÈME ANNÉE

Incroyable mais vrai : une collectivité responsable du tourisme à La Réunion plombe ce secteur

Billet d'avion gratuit pour aller faire du tourisme en France : c'est possible avec la Région Réunion

Le 7 juillet dernier, la Région Réunion a réactivé le dispositif dit de « continuité territoriale », en réalité une subvention versée aux compagnies aériennes sous forme de bons de réduction distribué à des personnes voulant voyager en France. Mais à l'heure où les compagnies aériennes ont lancé une guerre des prix pour remplir leurs avions, le montant de l'aide versée par la Région Réunion est désormais supérieure au prix du billet d'avion. Il est donc possible d'aller gratuitement faire du tourisme en France pour y dépenser son argent grâce à la Région Réunion.

Collectivité en charge du tourisme, la Région Réunion se présente comme soutien de ce secteur fortement ébranlé par la crise COVID-19. Pour joindre le geste à la parole, elle a même consacré un budget à la mise en place des bons de réduction qui sont acceptés par des professionnels.

Force est de constater que La Réunion n'a pas profité d'une situation unique cette année : notre île était la seule destination touristique de l'océan Indien à accepter des touristes sans aucune contrainte. En effet, depuis le 11 juillet, aucune quarantaine ni de test de dépistage à l'arrivée sont obligatoires. La seule contrainte

est de présenter un résultat de test négatif à la COVID-19 datant de trois jours avant le départ, document aisément falsifiable selon plusieurs témoignages, d'autant plus que les comptoirs d'enregistrement dans les aéroports n'ont aucun moyen de vérifier la véracité d'un papier avec entête d'un laboratoire.

Malgré la fermeture totale de Maurice et de Madagascar, et une réouverture très prudente des Seychelles, La Réunion restée totalement ouverte a vu sa fréquentation fortement chuter.

Billets d'avion à moins de 300 euros

Dans ses conditions, la réactivation de l'aide au voyage en France par la Région Réunion contrebalance le soutien au tourisme dans notre île. En effet, il encourage les projets de vacances en France. Il a donc pour conséquence de stimuler la dépense de touristes réunionnais à 10.000 kilomètres d'ici, c'est autant d'argent qui aurait dû bénéficier à notre économie.

Dans le même temps, l'aide de la Région Réunion est très généreuse : 300 euros par billet d'avion pour un quotient familial

inférieur à 26.000 euros, 450 euros pour un quotient familial inférieur à 6.000 euros.

Depuis la fin des vacances scolaires, les compagnies desservant La Réunion se livrent à une guerre des prix. French Bee et Air France propose des prix inférieurs à 300 euros l'aller-retour entre La Réunion et la France. Les autres compagnies doivent s'aligner. Cela signifie que le montant plus faible de l'aide versée par la Région Réunion est déjà plus importante que le prix d'un aller-retour. C'est ainsi que la Région Réunion rend donc possible le voyage gratuit entre La Réunion et la France. Nul doute que ce phénomène va encore amplifier l'appel d'air pour aller dépenser son argent en France. Cette situation incroyable découle d'une volonté politique : utiliser les fonds publics afin de se construire une popularité pour se maintenir au pouvoir. Elle met aujourd'hui la Région Réunion dans la situation suivante : elle subventionne à 100 % toute personne qui veut aller faire du tourisme en France alors que sa mission est de soutenir le secteur du tourisme à La Réunion.

M.M.

Coronavirus

COVID-19 à Madagascar : « nous avons presque vaincu l'épidémie »



Après la réouverture des frontières aux touristes dans l'île de Nosy, la fin de l'émission quotidienne du Centre de commandement opérationnel traduit la victoire de Madagascar sur l'épidémie de coronavirus.

Après le passage d'un pic de contamination qui a concerné successivement Toamasina et Antananarivo, le nombre de nouveaux cas recensés quotidiennement n'a cessé de diminuer à Madagascar tandis que le rythme des guérisons est maintenu. En conséquence, selon les statistiques reconnues par l'OMS, ce pays de plus de 25 millions d'habitants dénombre bien moins de nouveaux cas quotidiens qu'à La Réunion. Le niveau d'alerte diminue donc, avec l'annonce de la fin du point quotidien retransmis sur les chaînes de télévision. Tous les jours, le Professeur Hanta Marie Danielle Vololontiana annonçait les nouveaux chiffres, décomposés par province. Ce rendez-vous quotidien a donc pris fin hier, indique 2424 mg :

« Lalatiana Rakotondrazafy Andriatongarivo, ministre de la Communication et de la culture et porte-parole du gouvernement, a annoncé hier ce mardi la fin de l'émission quotidienne du Centre de commandement opérationnel.

La décision a été prise de concert avec le président de la République, informe la ministre. « Nous avons presque vaincu l'épidémie », déclare-t-elle au début de ce qui sera donc la dernière émission quotidienne du Centre de commandement opérationnel (CCO). « Nous constatons que les chiffres s'améliorent, que les cas de guérison sont de plus en plus nombreux et que les patients en traitement sont peu », explique-t-elle.

Désormais, le rendez-vous avec le CCO se fera tous les samedis à 13 heures, et « les médias restent réquisitionnés pour retransmettre en direct cette émission hebdomadaire », poursuit Lalatiana Rakotondrazafy Andriatongarivo. « Cette émission hebdomadaire est maintenue jusqu'à ce que l'épidémie soit entièrement vaincue, pour nous rappeler que nous de-

vons continuer à appliquer les gestes barrières », souligne-t-elle, rappelant que le pays reste encore en état d'urgence sanitaire. »

Jusqu'à récemment, La Réunion avait droit aussi à un point quotidien qui était loin d'avoir la même solennité qu'à Madagascar. Il s'agissait d'un communiqué diffusé par la préfecture sur la base des informations de l'Agence régionale de Santé. Mais à la différence de Madagascar, ce n'est pas parce que La Réunion a presque vaincu l'épidémie que ce point quotidien a été remplacé par une communication plus espacée. En effet, le nombre de nouveaux cas reste chaque jour important, et la tendance donnée par les chiffres est que l'épidémie est encore loin d'être terminée dans notre île.

M.M.

Edito

Pour une nouvelle politique de l'eau à La Réunion

Le Larousse définit l'eau comme un corps liquide à la température et à la pression ordinaires, incolore, inodore, insipide, dont les molécules sont composées d'un atome d'oxygène et de deux atomes d'hydrogène. Elle est source de vie. Reconnu pendant des années comme une ressource abondante à La Réunion, elle est devenue rare avec l'augmentation de la population et les effets du changement climatique.

Contrairement à d'autres services publics, la gestion de l'eau n'a jamais été centralisée en France. La Révolution de 1789 l'a confiée à l'échelon territorial le plus proche du public ; la commune qui a été responsable de l'approvisionnement en eau potable puis de l'assainissement. Ce qui explique qu'environ 29 000 services des eaux, 12 300 services de distribution d'eau ainsi que 16 700 pour l'assainissement se partageaient cette compétence en France en 2008. La gestion de l'eau potable était (en 2008 toujours) prise en charge par un groupement de communes pour 3/4 des communes. Les communes tendent à déléguer cette compétence au niveau intercommunal alors que l'assainissement est plus souvent encore assuré par la commune (seules 44 % des communes s'étaient groupées en 2008 pour ce service).

Sur notre île, la gestion de la ressource est dévolue au comité de bassin et la distribution a de multiples acteurs. La directive européenne sur la qualité de l'eau a contraint les collectivités à investir dans des stations de traitements qui ont renchéri le coût de l'eau pour les réunionnais. Mais la ressource devenant rare, en période d'étiage (moment où le niveau des cours d'eau est le plus bas) il est constant que les usagers qu'ils soient particuliers ou professionnels subissent des coupures d'eau.

Dans ce contexte, le système n'est plus tenable. Tout d'abord nous assistons en France au regroupement des acteurs privé (Suez et Véolia) qui créera à terme un monopole de fait. De plus le catastrophique basculement des eaux de l'est vers l'ouest a privé l'est de sa ressource en eau. Enfin, le coût du service pour les Réunionnais est devenu prohibitif. Il est ainsi temps de réfléchir à une autre politique de l'eau à La Réunion. Par exemple, créé en 1923, le SEDIF (Syndicat des Eaux d'Ile de France) est responsable de la production et de la distribution de l'eau potable pour 4,6 millions de consommateurs, répartis sur 7 départements. Ce que les franciliens ont fait les Réunionnais aussi en sont capables, dans une vision nouvelle pour l'avenir de la Réunion basée sur la coopération et le partenariat et non la concurrence entre territoire.

« La seule voie qui offre quelque espoir d'un avenir meilleur pour toute l'humanité est celle de la coopération et du partenariat. » Kofi Annan

Nou artrouv'

David Gauvin

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés

71^e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond

Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny

Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany

Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;

1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud

2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau

2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland

B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

Asoir pou oir si gouvèrnman i pass bien l'éprèv di fé, sansa si li maye son pyé dan la bar é li pète dsi la boush

Mi sort antann lo prézidan La Frans, i sava, pa pli loin ké asoir, koz ankor in kou dsi lo pandémi k'i kour épi dsi d'ot shoz ankor. In pé zoinalis, sak i fé la bou avan la plui, i komans dir gouvèrnman i sava pran ankor in bann mézir sèryé... Mi koné pa si lé vré, pars dsi mon tab travaye na poin-pou linstan-in boul kristal. Na poin non pli lo mar kafé pou pèrmète amoin lir dann l'avnir.

Avansa, moin la rolir in lartik dann Témoignages dsi Vietnam, in péi néna san milyonn moun, in l'androi i pé dir la lite kont lo maladi invizib té améné avèk in bone doz réisite é mi rodi azot lidé la vni dann mon tête kan moin la lir lartik-la.. Mi koné pa si banna, dann péi-la, la aplik in bon solisyon. Mé si lo solisyon té bon, ni pé dir galman demoun la pans lo solisyon té bon é zot la aplik sa san ral déyèr. Kosa nora spassé si solisyon té bon é si lo moun téi kroi pa té in bon solisyon, Mi pans in pé nora ral in koté, d'ot nora ral in n'ot koté ziska ké lo bon solisyon i vien o bou di kont in mové solisyon.

Zot i suiv amoin ? Mi pans ke oui, mé kan lo prézidan va kozé, lé sir mi sava ékout son voi, suiv son grimas, ékout son poinnvizé é lo tiktak li sava domann gouvèrnman pou apliké é pou sèye tir lo péi dann so lanboulkidi. Mé si sa voi i trok, si la solisyon li vé k'i aplik i diré k' i tienbo pa d'bout, si li napoin la konfyans demoun, moin lé sir é sèrtin son politik anti kovid i sar kass ankor in kou son né par raport la konfyans demoun lé pa la, é pars li la pa nyabou sirmont lo andikap in gouvèrnman na poin la konfyans la mozorité d'moun.

Asoir, dovan zot post télé sansa zot post radyo. A domin pou oir si gouvèrnman i pass léprèv di fé sansa si li maye son pyé dan la bar.

Justin